

ALGER

الجزائر
الجمهوريين

Extract of Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/Affaire-Khellil-une-agression.html>

Affaire Khellil : une agression contre l'Algérie

- Actualité politique nationale -

Publication date: vendredi 16 août 2013

Description:

Le lancement, plus que tardif, du mandat d'arrêt international contre Chakib Khellil, ancien ministre de l'Energie et patron de Sonatrach, et quelques uns de ses complices, pour corruption, apparaît comme une mauvaise scène d'une tragique comédie.

Article envoyé par Redouane Mimouni

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

15 août 2013

Le lancement, plus que tardif, du mandat d'arrêt international contre Chakib Khellil, ancien ministre de l'Energie et patron de Sonatrach, et quelques-uns de ses complices, pour corruption, apparaît comme une mauvaise scène d'une tragique comédie.

C'est une nouvelle humiliation, une humiliation de trop pour le peuple algérien. Khellil devrait être en prison en Algérie, depuis des années, pour trahison, vols et corruption.

Cet agent des USA, et pas seulement citoyen de ce pays, a même réussi à faire voter une loi portant dénationalisation des hydrocarbures, avec le soutien des plus hautes autorités du pays, l'approbation de l'Assemblée populaire nationale et du Sénat, des partis politiques de la coalition présidentielle, FLN, RND et HAMAS et même de la direction de l'UGTA et le silence de la plupart des partis politiques et organes de presse dits indépendants. L'histoire retiendra le nom de chacun de ceux qui se sont couchés devant les intérêts étrangers, notamment américains.

Elle retiendra aussi le nom de chacun de ceux qui se sont dressés, debout, pour défendre les intérêts vitaux de l'Algérie et de son peuple et faire abroger la loi de la trahison.

La question n'est pas seulement de connaître combien Khellil et ses complices ont mis dans leurs poches. Ce sont certes des sommes colossales, mais elles ne sont rien devant ce que notre pays a perdu et les préjudices causés à son économie. La justice doit faire évaluer impérativement le prix du sabotage de l'économie nationale, car il ne s'agit pas, seulement, d'une simple affaire de droit commun.

Il faudra impérativement que la justice clarifie un point crucial : pourquoi Khellil n'est pas derrière les barreaux ? Qui l'a protégé lui et ses complices ? Qui lui a permis de fuir ?

Le peuple réclame qu'on lui rende des comptes, tous les comptes.

Justement, puisque nous sommes à quelques mois de l'élection présidentielle, il serait intéressant de faire passer chaque candidat au scanner de la transparence : quels intérêts va-t-il défendre, ceux de la majorité du peuple ou ceux d'une minorité de nantis, ceux de l'Algérie ou des multinationales et des puissances étrangères ? Quelle a été l'attitude de chaque candidat, de son parti et ses soutiens, dans l'affaire Khellil, du début à la fin ?

Peut-être pourrions-nous nous faire une idée des intérêts en jeu ?

.

Article envoyé par Redouane Mimouni

15 août 2013